Extrait du Communistes de Vénissieux

http://pcf.venissieux.org

Monnaie unique ou monnaie commune ?

- Vie politique -

Date de mise en ligne : samedi 6 décembre 2008

Communistes de Vénissieux

La politique économique et sociale de la France est encadrée par les règles de l'union monétaire qui découle de la philosophie de l'Acte unique : un marché unique, une monnaie unique.

L'Europe politique est conçue comme un vaste marché au sein duquel les capitaux ont toutes libertés de mouvement. Les statuts de la BCE ont été organisés autour de deux principes fondamentaux 1°) la lutte contre l'inflation 2°) son indépendance politique. La politique monétaire européenne qui repose uniquement sur la BCE n'a pas à se préoccuper de l'emploi ni de la croissance qui sont du ressort des Etats. En revanche elle définit les conditions dans lesquelles les budgets nationaux doivent être gérés afin de préserver la stabilité monétaire. De ce fait les dépenses socialisées des Etats sont conditionnées par la politique monétaire de la BCE qui épouse les seules exigences de profit du capital. La lutte contre l'inflation consiste en l'écrasement des coûts salariaux, la lutte contre les déficits publics consiste en la compression des dépenses sociales.

L'euro, est l'arme de cette politique. Il n'est pas autre chose qu'un élément de rivalité entre puissances capitalistes pour une captation du capital financier. L'euro peut il être utilisé à la croissance et au développement de l'emploi productif ? Oui, affirme le PCF, s'il est mis fin à l'indépendance de la BCE. Mais, demander un contrôle politique de la BCE, n'est ce pas s'engager dans le fédéralisme ? Une banque centrale devant intervenir en permanence ne peut être que sous le contrôle d'une autorité politique qui en Europe reste à définir. Ceci n'a de sens que si l'Europe peut élaborer une politique économique commune, en clair si elle devient un Etat fédéral. Mais, l'Europe politique est une association d'Etats qui ont chacun leur histoire, leur langue, leur organisation propre. **La liberté de mouvements du capital au sein de l'espace européen n'efface nullement les Etats et les stratégies qui leur sont propres**. Il n'y pas de capitalisme sans Etats ! C'est l'Etat qui définit les conditions de l'exploitation et qui aide les groupes capitalistes nationaux à concurrencer ceux des autres Etats. Les stratégies économiques de chaque Etat dépendent de leurs groupes industriels et de leur zone d'influence héritées de l'histoire. Les dissensions entre la France et l'Allemagne concernant la gestion de la crise financière montrent que l'Allemagne ne tient pas à ce que les autres pays européens mettent leur nez dans la façon avec laquelle l'Etat Allemand gère la crise financière.

La France doit retrouver la maitrise de son économie. Il faut relancer l'emploi productif seule source de richesses, pour cela les stratégies des groupes industriels ne doivent plus être déterminées par leurs stratégies de profit. Il ne peut y avoir de solution à la crise sans une maîtrise pleine et entière des circuits de financements, ce qui implique le contrôle des mouvements de capitaux. La France est malade de l'austérité, il ne peut y avoir de relance de l'économie sans développement du marché intérieur, sans développement de la consommation. Cette relance implique de développer les productions nationales et de relocaliser les productions.

Il ne peut y avoir de politique économique nationale avec une monnaie unique. La socialisation des richesses en faveur du salariat implique de revenir aux monnaies nationales. La monnaie nationale permet le contrôle politique de la banque centrale nationale sans lequel il ne peut y avoir de contrôle des mouvements de capitaux. La monnaie nationale permet le contrôle des groupes privés par l'Etat.

Le volume des échanges commerciaux et des transactions bancaires nécessitent une monnaie commune. Avec la monnaie commune se pose les problèmes des disparités entre devises, des différences de productivité entre économie. Une monnaie est forte parce qu'elle est d'abord est un moyen de paiement des marchandises produites par le pays émetteur de cette devise. La faiblesse du Franc par rapport au Mark n'a cessé d'être le reflet de la structure moins productive et plus financière du capitalisme français comparée à celle de son concurrent allemand. Ce différentiel entre économies est l'amorce des mouvements spéculatifs sur les monnaies. La réintégration des pouvoirs de décision monétaire dans le cadre national, permet au mouvement de lutte de peser sur les mécanismes

Copyright © Communistes de Vénissieux

fondamentaux des différentiels de parité entre devises, de modifier les critères du crédit, de changer les stratégies des entreprises et donc de socialiser les richesses. De même la prééminence du dollar, monnaie de la mondialisation capitaliste, ne peut être mise en cause par une hypothétique monnaie mondiale, mais par l'établissement de monnaies communes de zone entre pays de productivité voisine. Ces monnaies communes permettent aux pays y participant d'organiser des zones économiques non soumises au système dollar. Ce processus est en cours en Asie, en Amérique du sud et dans la péninsule arabique.

Gilles Mercier

PCF Vitry

Copyright © Communistes de Vénissieux